



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Mali pour 2024

Document d'action Grande Muraille Verte au Mali: gestion des ressources naturelles et énergies renouvelables

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Grande Muraille Verte au Mali : gestion des ressources naturelles et énergies renouvelables Référence opérationnelle OPSYS : ACT-61809 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui TEI Environnement / Mali / Afrique de l'Ouest
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : La République du Mali, dans les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel pour la République du Mali pour la période 2021-2027 Programmation conjointe européenne (Pce) au Mali 2020-2024
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Axe prioritaire °2 « Créations d'emplois favorisant l'économie verte ». Plus spécifiquement l'action répond aux enjeux identifiés dans les secteurs de la programmation conjointe (Pce) présentés ci-dessous : Secteur 2.3 : Gestion des ressources naturelles et changement climatique Secteur 2.5 : Énergies renouvelables
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 2 du PIP « Créations d'emplois favorisant l'économie verte »
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 13 : Lutte contre le changement climatique Autres ODD importants : ODD 1 : Éradication de la pauvreté ODD 2 : Lutte contre la faim

	ODD 5 : Égalité entre les sexes ODD 7 : Énergie propre et à un coût abordable ODD 8 : Accès à des emplois décents ODD 10 : Réduction des inégalités (territoriales) ODD 15 : Vie terrestre ODD 16 : Paix et justice			
8. a) Code(s) CAD	43040 – Développement rural : 25% 31130 – Ressources en terres cultivables : 12,5% 31140 – Ressources en eau à usage agricole : 25% 32120 – Développement sylvicole : 25% 23230 – Énergie solaire pour réseaux isolés et systèmes autonomes : 12,5%			
8. b) Principal canal d'acheminement	Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile – 20000 Autre - 90000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir formulaire CAD) du	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal

	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET

12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: 14.020120</p> <p>Coût total estimé: 40 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 40 000 000 EUR</p> <p>La contribution est d'un montant de 40 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N+1 sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires</p> <p>La TEI Environnement regroupe des interventions (actives en janvier 2021) avoisinant 1 340 000 000 EUR.</p> <p>Pour l'axe 1 – Gestion des ressources naturelles, les contributeurs principaux sont (en millions d'EUR): Allemagne – 330 ; UE – 137 ; France – 127 ; Pays-Bas – 105 ; Luxembourg – 55 ; Suède – 50 ; Danemark – 34 ; Belgique – 29 ; Espagne – 25 ; Suisse – 5</p> <p>Pour l'axe 2 – Énergies renouvelables, les contributeurs principaux sont (en millions d'EUR) : France – 221 ; BEI – 95 ; Délégation – 50 ; Suède – 44 ; Pays-Bas – 10 ; Allemagne – 2 ; Espagne – 2</p>
-------------------------------	---

GESTION ET EXÉCUTION

13. Type de financement	<p>Gestion directe par : Subventions</p> <p>Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2 et 4.4.1 (fall-back option)</p>
--------------------------------	--

1.2 Résumé de l'action

Au Mali, 80% de la population vit du secteur primaire et 97 % de la production d'énergie provient de la biomasse alors que le pays fait face aux effets du changement climatique (CC). Les conditions climatiques et des moyens d'existence des populations sont en constante dégradation marqués par d'importants dérèglements : variabilité de la pluviométrie, augmentation de la température, épisodes de sécheresses et d'inondations, augmentation des feux

tardifs de brousse, désertification, réduction de la biodiversité, érosion des sols, baisse de la fertilité des sols, réduction des pâturages, accès limité à la ressource en eau etc. Ces conditions de plus en plus défavorables fragilisent les écosystèmes et le développement des activités productives, rendant encore plus vulnérable l'agriculture familiale.

L'action a pour objectif général : **le renforcement et la mise à échelle des bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique, en gérant et exploitant durablement les ressources naturelles, et en promouvant l'accès aux énergies renouvelables.**

De manière spécifique, il s'agira **(i) d'améliorer la gestion durable des ressources naturelles dans la Grande Muraille Verte** et **(ii) de promouvoir les solutions énergétiques durables dans des territoires à faible taux d'accès énergétique.**

Elle vise à contribuer à une économie verte par l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, la mise en valeur de l'écosystème, et l'accès à l'énergie durable en zone rurale. Sont spécifiquement ciblés 5 axes d'intervention : la mise en valeur des ressources en eau ; le renforcement des capacités des agriculteurs sur les pratiques d'une agriculture durable et résiliente au changement climatique ; la mise en valeur des ressources forestières ; la gouvernance foncière ; et l'électrification rurale et accès aux énergies renouvelables.

La logique d'intervention repose sur une approche de développement territorial, qui se traduit par la concentration géographique d'activités multisectorielles et par l'ancrage communautaire et territorial de l'action. L'approche territoriale permettra de maximiser l'impact des investissements dans une perspective de paysage et potentialités du territoire. L'approche paysagère se concentrera sur l'usage durable et productif des ressources en eaux et forestières, d'une gestion foncière apaisée et inclusive, et du développement des chaînes de valeurs agricoles et produits forestiers non ligneux dans un même terroir.

Toutes les activités seront réalisées en collaboration étroite avec les collectivités territoriales en ligne avec les Programmes de Développement Social, Économique et Culturel (PDSEC) et la politique de décentralisation du Mali. Les zones d'intervention sont les régions du sud du Mali. Le programme de développement territorial sera mis en œuvre dans la région de Kayes qui est identifiée comme la plus menacée par les risques climatiques. Les activités d'électrification rurale et accès aux énergies renouvelables seront mises en œuvre dans les régions de Koulikoro et Sikasso.

L'action contribue aux principaux engagements, stratégies, lois, politiques et programmes nationaux du Mali, notamment l'initiative de la Grande Muraille Verte (GMV) et le Plan Stratégique National Grande Muraille Verte du Mali 2023-2025 (en processus d'adoption) ; le Cadre Stratégique pour la Relance économique et le Développement durable (CREDD 2019-2023)¹ ; la Loi d'Orientation Agricole (LOA)² ; la Politique de Développement agricole (PDA)³ ; le Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA)⁴ ; la Loi Domaniale et Foncière⁵ ; la Politique Forestière Nationale (PFN)⁶ et la Contribution Déterminée au niveau National révisée (CDN) du Mali⁷ ; la Politique Nationale de Maîtrise de l'Eau Agricole (PNMEA)⁸ et la Stratégie Nationale du Développement de l'Irrigation (SNDI)⁹ ; la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PoINSAN)¹⁰ et son Plan d'Action (2019-2028)¹¹ ; la Politique Énergétique Nationale (PNE)¹², la

¹ <https://www.maliapd.org/wp-content/uploads/2019/07/Version-Finale-CREDD-2019-2023.pdf>

² <https://faolex.fao.org/docs/pdf/mli67609.pdf>

³ <https://www.gafspfund.org/sites/default/files/inline-files/5%20Mali%20Strategy.pdf>

⁴ <https://faolex.fao.org/docs/pdf/mli198371.pdf>

⁵ <https://faolex.fao.org/docs/pdf/mli206289.pdf>

⁶ <https://sgg-mali.ml/JO/2017/mali-jo-2017-44.pdf>

⁷ <https://climatepromise.undp.org/fr/what-we-do/where-we-work/mali>

⁸ https://dngr.gouv.ml/fileadmin/user_upload/9-209_PNMEA_V150218.pdf

⁹ https://dngr.gouv.ml/fileadmin/documentation/9-97_SNDI_version_finale.pdf

¹⁰ <https://faolex.fao.org/docs/pdf/mli211854.pdf>

¹¹ https://swm-programme.info/documents/20142/955374/MLI_PO_FD_20190729.pdf/af9f3362-fa7d-27e9-4183-ac4161b090eb?version=1.0&t=1636722320197&

¹² <http://www.creemali.ml/documents/Politique%20energetique%20nationale%20mali.pdf>

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Depuis 2012, le Mali fait face à une crise multidimensionnelle qui a culminé avec deux coups d'État militaires en 2020 et 2021. L'insécurité augmente et affecte l'ensemble du territoire – à des échelles différentes – avec un risque de débordement aux pays frontaliers. Des groupes armés et terroristes opèrent au et depuis le Mali, devenu l'épicentre de la déstabilisation au Sahel et dans les pays du Golfe de Guinée. Après une crise profonde avec la CEDEAO, un accord a été trouvé sur un calendrier électoral qui doit conduire au retour de l'ordre constitutionnel dans la perspective d'une fin de transition en février 2024.

La croissance économique est en dessous du niveau nécessaire pour compenser la croissance démographique et les populations s'appauvrissent. Pour 2023, il est prévu une croissance économique entre 4 % et 5,3 % selon les sources (FMI et Banque Mondiale). L'économie du Mali est dominée par les secteurs primaire (notamment les secteurs agricole et d'extraction des matières premières) et tertiaire qui sont souvent informels. La croissance est renforcée par les renvois de fonds de la diaspora malienne, ainsi que l'aide publique au développement.

Face à l'instabilité politique et l'insécurité rendant difficile l'accès aux régions du nord et du centre du pays, la coopération de l'UE au Mali se concentre de plus en plus dans les régions du sud, dans une logique de l'arc de stabilité, en coopération avec la société civile nationale et internationale. La concentration géographique de l'action se focalise sur des zones où les conflits sont encore relativement peu nombreux et les conditions climatiques permettent la mise en œuvre de programmes de développement territorial à vocation principalement agricole¹⁵.

Malgré la volatilité du contexte national et régional, les domaines prioritaires identifiés dans le Programme Indicatif Pluriannuel NDICI 2021-2027 (PIP) Mali, restent pertinents. L'action fait partie du Plan d'Action Annuel 2023 et s'inscrit dans le domaine prioritaire 2 « Croissance verte inclusive » du PIP et de la TEI Environnement.

Le Mali et la région du Sahel de manière générale couvrent des zones arides, semi-arides et subhumides sèches (entre 100 et 600 mm de précipitations annuelles). Cette région fait partie des plus vulnérables au changement climatique avec un nombre disproportionné de personnes affectées par ses effets¹⁶, en particulier les populations les plus vulnérables comme les pasteurs, les petits exploitants agricoles, les pêcheurs, les femmes et les jeunes.

Initié par les pays sahéliens en 2007 et pilotée par l'Union Africaine, **l'initiative de la Grande Muraille Verte** est une réponse phare et emblématique de l'Afrique au changement climatique. Dans une perspective d'approche paysagère de développement intégré, elle vise à restaurer les systèmes agro-sylvo-pastoraux dégradés et à gérer durablement les terres au profit du développement rural de la bande Sahélienne. L'initiative de la Grande Muraille Verte traduit l'engagement politique des États membres (et associés) face aux problématiques partagées de la désertification, la dégradation des terres, le changement climatique, le développement socio-économique et la transition économique et énergétique vers l'Agenda 2063 de l'Afrique¹⁷. Elle a pour objectif d'ici à 2030, de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées sur une bande longue de 8000 km allant du Sahara à Djibouti et permettant de séquestrer 250 millions de tonnes de CO₂, créer 10 millions d'emplois verts dans les zones rurales et accroître la sécurité alimentaire de 20 millions de personnes.

Dès 2012, à travers la Stratégie et Plan d'Actions de Mise en Œuvre de la Grande Muraille Verte au Mali, et depuis 2022 à travers le Plan Stratégique National Grande Muraille Verte et son Plan d'Actions Triennal 2023-2025, le Mali se positionne sur 5 axes stratégiques majeurs qui sont : (i) la gestion durable et aménagement des terres et des ressources en eaux et protection de la biodiversité ; (ii) actions climatiques et économie verte ;

¹³ <https://faolex.fao.org/docs/pdf/mli201852.pdf>

¹⁴ https://www.se4all-africa.org/fileadmin/uploads/se4all/Documents/Country_PANER/Mali_Plan_d_Actions_National_pour_les_Energies_Renouvelables_.pdf

¹⁵ https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/116506/SA_Mali%20%281%29.pdf?sequence=4&isAllowed=y

¹⁶ Voir Box 9.1 https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_Chapter09.pdf

¹⁷ [https://au.int/fr/agenda2063/objectifs#:~:text=1\)%20Une%20Afrique%20prosp%C3%A8re%20fond%C3%A9e,Revenus%2C%20emplois%20et%20travail%20d%C3%A9cent](https://au.int/fr/agenda2063/objectifs#:~:text=1)%20Une%20Afrique%20prosp%C3%A8re%20fond%C3%A9e,Revenus%2C%20emplois%20et%20travail%20d%C3%A9cent)

(iii) développement économique résilient et sécurité ; (iv) renforcement des capacités scientifiques et techniques ; (v) information, communication, marketing et plaidoyer.

En cohérence avec les axes stratégiques nationaux du Mali, la présente action contribue directement aux engagements de l'UE pris par la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors du « One Planet Summit » de janvier 2021¹⁸ assurant un soutien financier de l'UE de plus de 700 000 000 EUR par an à l'initiative africaine de la Grande Muraille Verte. L'action contribue également à l'ambition inscrite dans le Pacte Vert pour l'Europe de placer les enjeux liés au climat et à l'environnement au centre des relations de l'Union européenne avec l'Afrique. Répondant aux objectifs de sécurité alimentaire, de systèmes agroalimentaires durables, d'approvisionnement en eau, de lutte contre la désertification, d'adaptation et mitigation au changement climatique, de besoin en énergie durable et création d'emplois décents, l'action contribue au développement d'un paysage vert et productif. Elle s'insère donc dans le paquet d'investissement UE-Afrique initiative « Grande Muraille Verte » du *Global Gateway*.

En lien avec l'appui stratégique à des chaînes de valeurs prioritaires, l'action développera l'approche filière pour un nombre limité de productions agricoles et/ou agroforestières présentant un potentiel important en termes de contribution à la souveraineté alimentaire et/ou d'intérêt au secteur industriel agricole. L'action contribue aussi à la transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires car elle s'inscrit dans les leviers prioritaires identifiés par le Profil pays des Systèmes Alimentaires à savoir « promouvoir et mettre en œuvre des programmes structurants prioritaires d'agriculture intelligente favorisant productivité, résilience et atténuation face aux changements climatiques » et « généraliser le développement de programmes de gestion/restauration des ressources naturelles [...] portant un intérêt spécifique à la promotion de programmes de reboisement et de régénération d'essences endémiques du Sahel »¹⁹

Malgré un taux de ratification encourageant des traités internationaux sur l'égalité entre les femmes et les hommes (la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination des femmes, Protocole de Maputo etc.), la transposition dans le cadre légal malien et l'application réelle sont largement inexistantes à cause des pesanteurs socio-culturelles, par manque de volonté politique, déterminée en grande partie par l'influence de certains leaders religieux conservateurs, et également en raison des capacités limitées de l'administration et de la justice. Le résultat est un contexte général d'impunité dont les principales victimes sont les populations les plus vulnérables, et en particulier les enfants et les femmes²⁰.

En conséquence, et en lien avec le Plan d'Action Genre III (GAP III)²¹ et l'objectif spécifique thématique 1 relié au Pacte Vert pour l'Europe – « Augmenter la participation des femmes et des filles dans toute leur diversité dans les processus de décision sur l'environnement et le changement climatique », l'action portera une attention particulière à l'accès des femmes au foncier agricole et à leur participation aux instances décisionnelles portant sur la gestion des ressources naturelles et des aménagements à réalisations productives. L'action va également contribuer aux domaines d'engagement thématiques « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique » et « Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes » du GAP III. Comme soulevé dans la Feuille de route Société Civile 2021-2024, soutenir le renforcement des contributions des organisations de la société civile (OSC) au processus de développement et de gouvernance est un enjeu capital. En ce sens, l'action veillera à accompagner la société civile locale pour s'ériger en tant qu'acteur de gouvernance et développement dans les secteurs d'intervention identifiés. L'action est également alignée au Plan d'action pour la jeunesse dans l'action extérieure 2022-2027²².

2.2 Analyse des problèmes

Les ressources naturelles sont le fondement de la sécurité alimentaire, du bien-être humain et du développement. Elles sont aussi le moteur de la croissance économique pour presque tous les pays d'Afrique. Cependant, elles constituent une ressource finie, soumise à de fortes pressions anthropiques, exacerbées par une démographie

¹⁸ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_21_61

¹⁹ https://fscluster.org/sites/default/files/documents/profil_des_systemes_alimentaires_-_mali_002.pdf page 30

²⁰ Plan de mise en œuvre au niveau national (CLIP) 2021 – 2025, Mali.

²¹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-01/join-2020-17-final_en.pdf

²² <https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2022-10/Joint%20Communication%20-%20Youth%20Action%20Plan%20in%20EU%20external%20action%202022%20%E2%80%93%202027.pdf>

galopante. La demande en énergie, nourriture, aliments pour animaux, carburant, l'augmentation de l'urbanisation et de la demande des infrastructures mettent à mal la durabilité des ressources naturelles dont elles dépendent.

Au niveau mondial, la région du Sahel est l'une des plus vulnérables aux effets du changement climatique. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) les températures au Sahel augmenteront d'au moins 2° C à court terme (2021-2040). Particulièrement sensible à la dégradation des sols et à la désertification, la région a été identifiée comme l'un des points de basculement de la planète si la température moyenne à la surface du globe augmente de 3° C.

Plusieurs indicateurs de vulnérabilité climatique confirment que le Mali est particulièrement vulnérable. Le PVCCI – *Physical Vulnerability to Climate Change Index* – du FERDI place le Mali à la 10^{ème} position des pays en voie de développement les plus à risque face aux changements climatiques²³. L'*Évaluation environnementale intégrée du Mali* du Programme de Nations unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) de 2021 résume l'état de l'environnement comme suit : « le Mali est exposé à une augmentation graduelle des températures annuelles [...] les pluies sont moins prévisibles et régulières [...] la dégradation du couvert végétal et des pratiques non-durables de l'utilisation des terres augmentent. »²⁴. Le *Profil environnemental du Mali* (2019) souligne « [...] la dégradation des terres dû aux pressions humaines et animales ; la disponibilité d'importantes ressources en eau mais dont la qualité des eaux de surface se dégrade suite à la pollution chimique et microbiologique ; et un état des ressources forestières alarmant « la superficie défrichée est estimée à plus de 500 000 ha/an ».

L'action climatique et environnementale est une urgence économique. La Banque Mondiale modélise des pertes importantes de PIB - dans le *Rapport national sur le climat et le développement*²⁵ - liées à la baisse des rendements des cultures pluviales et de l'élevage ; la baisse de la productivité du travail liée aux fortes chaleurs et à la détérioration de la santé humaine ; l'augmentation des dommages causés par les inondations, notamment au niveau des infrastructures et voies de communication (routes et ponts). D'ici 2050, le Mali devrait accuser une baisse de 6,4 % du PIB dans un scénario optimiste et de 10,7 % dans les scénarii les plus pessimistes²⁶.

Plus spécifiquement, le secteur agricole contribue à 40 % du PIB et occupe près de 80 % de la population, en majorité des exploitations familiales. Il est le secteur le plus sensible et le plus touché par le changement climatique. L'insécurité alimentaire touche environ un quart des ménages en milieu rural du fait de la dégradation de leur capital productif (sols, eaux, végétaux). De nombreux paysans pratiquent encore une agriculture de subsistance, sur des terres peu fertiles, sans une maîtrise de l'eau et n'ont pas accès aux technologies/pratiques résilientes qui permettraient de réduire cette pression sur les ressources naturelles et d'améliorer leur gestion. Les femmes et les jeunes sont particulièrement affectés, faisant plus difficilement face aux problèmes d'accès à la terre, à l'eau en période sèche, aux bois de chauffe, et aux intrants agricoles dont les coûts sont de plus en plus élevés, ce qui limite entre autres leurs revenus. Par ailleurs la faible diversification des aliments consommés et la persistance des périodes de disette sont les principales causes de la carence en micronutriments (vitamine A, Fer...) et de l'anémie chez les femmes et les jeunes enfants. Selon l'enquête « Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition » (SMART) 2019, la région de Kayes présente un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 8,9 % et un taux de 1,3 % pour la forme sévère (MAS). D'après les seuils définis par l'OMS, la situation nutritionnelle dans cette région est au bord du seuil d'urgence (≥10 % de MAG et >2 % de MAS).

Alors que l'agriculture familiale et l'activité agropastorale restent les principales sources d'emploi et de revenus pour la population et les piliers de la sécurité alimentaire du pays, celles-ci sont pratiquées malgré de nombreux défis fonciers. Abritant une multiplicité de zones socio-foncières et dans un contexte de gestion locale du foncier, de pluralité des normes, et de soutenabilité incertaine des modèles agricoles et pastoraux, le Mali s'est doté d'un cadre législatif ambitieux. La Loi foncière agricole (LFA) adoptée en 2017 assoit notamment la reconnaissance des droits fonciers coutumiers collectifs des familles et des communautés villageoises. Elle instaure un système de gestion locale du foncier avec la création des commissions foncières au niveau local. Finalement, l'usage de 15 % du domaine foncier agricole est réservé aux femmes et aux jeunes. En 2020, sur 19 000 ha aménagés, seul 12,9 % de ces terres été attribués aux femmes²⁷. Ces dispositions légales sont cependant insuffisamment mises en œuvre

²³ <https://ferdi-indicators.shinyapps.io/PVCCI/>

²⁴ EEI, 2021 page 61-62.

²⁵ <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/91f8ab71-8224-5a47-ac7f-1521de6eebc9/content>

²⁶ Banque mondiale, Rapport national sur le climat et le développement, 2022, page 6

²⁷ Profil Genre Mali, 2021.

par manque de moyens. De ce fait, la gouvernance foncière oscille entre, être un goulot d'étranglement au développement rural et être une source de conflictualité entre les différents usagers du territoire.

Puisque l'agriculture est le principal secteur d'activité, que celui-ci est encore largement pratiqué sans maîtrise de l'eau, que la dégradation des terres est largement due à la déforestation, et que la gouvernance foncière est au cœur des problématiques de développement rural, l'action développera un programme territorial intégré où ces différentes thématiques seront abordées simultanément.

Le Mali fait aussi face à des défis énergétiques importants en termes d'accès, avec une forte dépendance vis-à-vis du pétrole, et des taux d'électrification encore très faibles, surtout dans les zones rurales (moins de 20 % dans les zones rurales contre 55 % dans les centres urbains). Le Gouvernement s'est engagé à améliorer les taux d'électrification du pays avec la politique énergétique du Mali (2006) fixant un taux d'électrification rurale de 61 % d'ici à 2033. Malgré une mobilisation croissante des acteurs politiques et financiers autour de cet objectif, il est peu probable que l'expansion du réseau desserve une proportion importante des populations à faible revenu et vivant dans des zones isolées. Il est donc préférable d'opter pour une démarche d'accès en réseau et hors-réseau, permettant aux fournisseurs d'énergie privés locaux et à la société nationale d'électricité de vendre l'électricité aux clients dans leurs zones respectives de concession. Par ailleurs, le Plan d'Action des Énergies Renouvelables ambitionne d'installer pour le réseau national 1 416 mégawatts d'ici à 2030 en énergies renouvelables (c'est-à-dire multiplier par 9 la capacité installée comparée à 2010). En ce qui concerne l'hors réseau, le Plan d'action prévoit d'augmenter la capacité d'énergie renouvelable installée de 20 mégawatts en 2010 à 600 mégawatts en 2030. Malgré des projections ambitieuses, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique n'a que faiblement augmenté. En 2018 elles devaient déjà atteindre 17% du mix total mais n'ont atteint que 5%. À contrario, les importations d'hydrocarbures ont plus que doublés entre 2000 et 2015.

En conclusion, même si le Mali reste un « puits de carbone et le restera sur les bases actuelles au-delà de 2030 », son capital environnemental est soumis à de fortes pressions anthropiques et est un pays particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Des réponses territoriales intégrées, qui mettent au cœur des interventions les populations –les femmes et les jeunes notamment- et acteurs locaux impactés, sont des mesures adaptées à ces pressions et vulnérabilité en plus de répondre aux besoins socio-économiques de développement du pays. Dans le cas particulier de cette action, cette réponse territoriale intégrée se focalise sur des zones à la conflictualité encore limitée, et aux potentiels hydriques, forestiers, et agricoles élevés.

Les principales parties prenantes sont:

L'ensemble des acteurs au niveau communautaires, les acteurs économiques locaux (paysan(nes), organisations paysannes, coopératives, institutions financières) et société civile, en particulier associations de femmes, associations des jeunes, ONG, les micro-influenceurs.

L'intervention s'inscrivant dans une « approche territoriale intégrée » s'attèlera à inclure et à mobiliser l'ensemble des acteurs de la vie publique pertinents, à différents échelons et les plus appropriés.

Une attention particulière sera donnée à l'implication du secteur privé féminin rural, par exemple dans les activités de foresterie et valorisation des produits forestiers non ligneux, d'activités maraîchères, et gouvernance locale du foncier agricole.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de **renforcer et mettre à l'échelle les bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique, en gérant et en exploitant durablement les ressources naturelles, et en promouvant l'accès à l'énergie renouvelable.**

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. Améliorer la gestion durable des ressources naturelles dans la Grande Muraille Verte

2. Promouvoir les solutions énergétiques durables dans des territoires à faible taux d'accès énergétique

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques sont les suivants :

- 1.1. Contribuant à l'objectif spécifique 1 : Les ressources en eau (souterraines et de ruissellement) sont préservées et réutilisées rationnellement pour des fins agricoles
- 1.2. Contribuant à l'objectif spécifique 1 : Les capacités des agriculteurs sont renforcées sur les pratiques d'une agriculture durable et résiliente au changement climatique
- 1.3. Contribuant à l'objectif spécifique 1 : La gestion et exploitation durables des ressources forestières et gouvernance foncière sont renforcées
- 2.1. Contribuant à l'objectif spécifique 2 : La mise en place des zones d'activités électrifiées est accompagnée

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 :

- Construction d'infrastructures pour l'accès à l'eau et aux marchés (ouvrages de captage/pompage/stockage/épandage, magasins de stockage, pistes d'accès aux sites de production...);
- Mesures de mitigation des effets négatifs des travaux d'aménagement sur l'environnement.

Activités liées au produit 1.2 :

- Production et diffusion des innovations et des pratiques durables, résilientes et à faibles émissions de gaz à effets de serre ;
- Renforcement des capacités techniques des agriculteurs en matière de pratiques agro-écologiques, de gestion durable des ressources naturelles (sols et eaux), de valorisation des produits, d'organisation/structuration, d'entrepreneuriat prenant en compte l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Facilitation des agriculteurs et de leurs organisations à accéder aux services financiers, aux équipements, aux marchés y compris les femmes.

Activités liées au produit 1.3 :

- Restauration des terres et augmentation de la superficie boisée par des actions de reboisement et régénération naturelle ;
- Mise en défens des terrains forestiers ;
- Mise en valeur et développement des chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux (miel, moringa, acacia, karité, anacarde, jujubier, gomme arabique, etc.) ;
- Appui à l'identification et la planification participative et inclusive et l'intégration des actions d'adaptation au changement climatique dans les plans locaux de développement ;
- Enquêtes et études sur la typologie des tensions et conflits fonciers ;
- Diffusion, appropriation et formation aux textes et lois en vigueur sur le foncier agricole des acteurs locaux notamment , organisations paysannes, organisations de la sociétés civiles et utilisateurs des ressources ;
- Mise en place, animation et accompagnement de Commissions foncières villageoises;

Activités liées au produit 2.1 :

- Installation de mini-réseaux électriques pour le développement de zones d'activités économiques permettant un accès à une énergie renouvelable (énergie solaire principalement, hydroélectrique, biomasse...)à un prix soutenable ;
- Construction d'infrastructures de travail bioclimatique, privatifs et modulaires adaptés aux activités rurales ;
- Accompagnement et formation des micro-entreprises rurales dans la soutenabilité de leur exploitation ;

- Proposer et accompagner les micro-entrepreneurs à accéder à des services financiers pour sécuriser le développement de leur activité.

La contribution de l'UE à l'initiative « Équipe Europe », à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des États membres et/ou des institutions financières européennes, ainsi que d'autres partenaires dans le cadre de l'approche « Équipe Europe ». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives « Équipe Europe » et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative « Équipe Europe ».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Les considérations environnementales et liées aux changements climatiques sont au centre de l'action et intégrées dans le cadre de résultats et logique de l'intervention. Les questions de durabilité seront automatiquement prises en compte dans l'identification des activités finales à retenir visant à contribuer à l'atténuation aux changements climatiques. Aucune évaluation environnementale stratégique (EES) ou évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) n'est donc requise ou envisagée.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'égalité entre genre est un objectif significatif de l'action. Un ciblage différencié par sexe dans la logique d'intervention sera de rigueur. De plus un diagnostic genre sectoriel sera réalisé pour identifier les besoins spécifiques basés sur le genre dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire.

Malgré un rôle prépondérant que les femmes jouent dans la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire, elles sont confrontées à des discriminations quant à l'accès et droits à ces ressources. La reconnaissance du rôle et des droits des femmes en matière d'administration et utilisation des terres, préservation des écosystèmes, moyens de subsistance et lutte contre les changements climatiques sont au cœur de l'action. Les organisations, coopératives, plateformes et initiatives locales seront engagées dans la mise en œuvre et gouvernance de l'action. L'action contribue donc au plan d'action de l'UE sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure 2021-2025 (GAP III). Les objectifs 3 'Renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes' et 6 'relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique' sont particulièrement concernés.

Droits de l'homme

L'approche basée sur les droits humains est applicable à l'action. Celle-ci se retrouve notamment dans l'accès équitable et inclusif à l'eau, l'énergie, et la terre. Les questions de gouvernance foncière dans les pratiques de gestion durable des terres qui seront proposées et soutenues par l'action sont au centre de l'approche basée sur les droits.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que l'intégration des personnes handicapées ne fait pas partie des objectifs de l'action.

Réduction des inégalités

Même si le Mali a le score de Gini le plus faible de la région, celui-ci est expliqué par la (relativement) bonne tenue des indicateurs macroéconomiques et par la structure de l'économie et la prévalence du secteur informel qui résulte en une concentration des revenus en bas de la distribution. Les inégalités de revenus sont aussi largement expliquées par l'inégalité d'accès au travail. Au Mali seulement 8.3 % des emplois relèvent du marché formel. Le secteur primaire quasi exclusivement informel et agricole occupe 97.5 % des Maliens. La migration joue aussi un rôle non-négligeable au Mali où transferts financiers des migrants réduisent la pauvreté de 5 à 11 % et l'indice de Gini d'environ 5 %. La part de la population la plus pauvre semble être la plus dépendante des transferts financiers.

Cette part de la population contient plus de femmes que d'hommes, plus de jeunes, avec en moyenne moins d'années d'éducation, et des ménages avec plus d'enfants.

Cette action vise la réduction des inégalités en (1) se focalisant sur la région (Kayes) avec la distribution des revenus la plus inégale du pays, (2) visant des bénéficiaires ruraux, issus du monde agricole, appartenant aux groupes les plus pauvres, et (3) en promouvant l'entrepreneuriat féminin, l'accès des femmes au foncier agricole et aux technologies agricoles résilientes aux changements climatiques.

Démocratie

En se penchant sur les questions de gouvernance locale des différentes ressources naturelles (eau, forêt, foncier en particulier) de manière participative, inclusive et transparente en promouvant le dialogue entre toutes parties prenantes, l'action permettra de contribuer au renforcement de sociétés démocratiques.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Conformément au règlement IVCDI – Europe dans le monde, l'analyse de sensibilité aux conflits réalisée en 2022 a révélé que « l'accès aux ressources est à l'origine de la majorité des conflits dans l'essentiel des zones agrosylvopastorales au Mali [...]. [Les conflits] posent plus fondamentalement encore la question de l'économie politique du foncier, structurellement à l'avantage des populations sédentaires dans les zones sahélo-soudaniennes qui vivent essentiellement de l'agriculture et de l'agro-élevage ». L'action contribue à la régulation et règlement des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles et du foncier en particulier, constituant une approche éminemment sensible aux conflits.

Réduction des risques de catastrophes

En soutenant la lutte contre la désertification et l'adaptation aux changements climatiques l'action peut contribuer à la lutte contre les phénomènes à évolution rapide (sécheresse, inondations etc.) et lente (variation des températures, désertification, perte de biodiversité etc.). L'accompagnement à la gestion et utilisation durable des ressources naturelles en soutien à une économie verte exploitant des chaînes de valeur et produits (notamment forestier non ligneux) selon les dynamiques locales privées et communautaires permettra aussi d'accroître la résilience des populations.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Politique	Instabilité politique En pleine transition, le risque d'instabilité politique au vu de la tenue d'élections pour un retour à l'ordre démocratique, au chronogramme encore incertain, reste élevé.	Elevée	Faible	De manière à limiter le plus possible l'impact sur le programme, l'approche de développement territorial, loin de la capitale, sera suivie, rendant cet impact relativement faible.
Sécuritaire	Attaque de terrorisme pouvant empêcher le déploiement de l'activité	Moyenne	Faible	Les zones d'intervention visées par l'action font partie des localités les moins touchées par la menace terroriste. Malgré tout, au vu d'une situation sécuritaire en dégradation, l'action veillera à prendre en compte les contraintes sécuritaires nécessaire (ex : plans de contingence en cas d'inaccessibilité).

Capacités de mise en œuvre	Faible capacité au niveau communautaire	Moyenne	Moyenne	Le renforcement des capacités des parties prenantes au niveau communautaire .
Socio-culturel	Manque d'adhésion et de participation active des bénéficiaires	Moyenne	Moyenne	L'action sensibilisera les acteurs sur la démarche d'intervention et assurera une large consultation des parties prenantes. En outre, elle fondera ses appuis sur l'expression de demandes des bénéficiaires.

Enseignements tirés :

La gestion durable des ressources naturelles requiert une contextualisation forte des pressions qu'elles subissent, leurs tendances, et les modes de gestion endogènes et locaux qui ont longtemps arbitrés leur utilisation. Les solutions apportées doivent s'ancrer dans des pratiques acceptées et soutenues par les populations du terroir sans quoi la durabilité des investissements ne peut pas être assurée.

- L'initiative *Reverdir l'Afrique* montre qu'un engagement multipartite permet de modifier la planification territoriale de manière plus durable et inclusive.
- Les initiatives de développement qui se positionnent sur les questions difficiles d'ingénierie sociale et notamment de clarification des modes de gestion partagées des aménagements et infrastructures se sont révélées un vecteur important de fortification du contrat social entre administration et administrés tout en assurant l'utilisation et durabilité des différents investissements.
- La combinaison d'actions d'amélioration du couvert végétal/forestier, avec des actions de gestion de la fertilité des sols et des eaux, et avec le développement de chaînes de valeur, constituent des facteurs de motivation pour les producteurs, contribuant au succès et à la durabilité des interventions.
- Les projets d'*Appui aux Acteurs de la filière Riz dans la Zone de l'Office du Niger et d'irrigation de proximité (IRRIGAR²⁸)* ont montré que la promotion de l'égalité entre les genres, notamment l'accès des femmes aux terres aménagées, reste un enjeu difficile qui nécessite des démarches volontaristes comme la sensibilisation mais aussi l'inscription au préalable de leurs droits d'accès aux aménagements hydroagricoles dans les accords locaux.
- Les interventions filières comme *Projet d'appui à la filière anacarde* et *Projet d'appui à la filière halieutique* montrent que l'accompagnement au monde associatif et économique féminin des chaînes de valeur agricoles doit s'inscrire dans la durée et nécessite des investissements en infrastructures productifs accompagnés de négociations et consultations inclusives à l'échelle des territoires concernés afin de limiter les risques de diversion/détournement des investissements vers d'autres groupes sociétaux.
- Le projet ZAE financé par la Suède avec l'ONG GERES pour l'*Accès à l'énergie durable pour toutes et tous au Mali* montrent que : la qualité des équipements sélectionnés est un élément essentiel de la fiabilité des technologies utilisées ; les outils « Smartgrid » permettent une optimisation du schéma organisationnel et technique du réseau ; la pertinence du mix énergétique dans l'architecture d'un réseau pour absorber les variations de consommation et les contraintes des sources d'énergie avec intermittence ; l'accompagnement des Très Petites Entreprises (TPE) pour augmenter leur rentabilité, et par ricochet, pérenniser les zones d'activités économiques/électrifiées, est indispensable.

²⁸ IRRIGAR : - Initiative de Renforcement de la Resilience par l'Irrigation et la Gestion Approprieée des Ressources

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est:

Si les actions du produit 1.1 portant sur des aménagements hydroagricoles sont réalisées alors les ressources en eau pourront être mieux préservées et utilisées à des fins agricoles tant que leur mode de gestion et exploitation sont consensuellement accordés car l'expérience passée démontre que la gestion participative des aménagements hydroagricoles est une condition de leur utilisation productive et efficiente.

Si les actions du produit 1.2 sont mises en œuvre portant sur la diffusion et promotion de techniques agricoles résilientes aux changements climatiques, alors les capacités des agriculteurs seront renforcées permettant une valorisation rationnelle et productive des ressources en eau aménagées grâce aux réalisations issues du produit 1.1 parce que les expériences passées suggèrent que l'accompagnement organisationnel et technologique aux producteurs et transformateurs – inscrit dans la durée – permet de renforcer leurs capacités et augmenter leurs revenus.

Si les actions du produit 1.3 portant notamment sur, la mise en place, le renforcement, et l'accompagnement de commissions foncières sont mises en œuvre, alors la gouvernance foncière sera renforcée dans la zone d'intervention tant que cet accompagnement œuvre sur une représentativité équitable, et accordée, des différents utilisateurs du foncier local. Si les activités portant sur la restauration des terres, la mise en défens de zones forestières, le reboisement et régénération naturelle assistée sont mises en œuvre, alors les ressources forestières seront gérées et exploitées durablement car l'expérience passée indique que ce genre d'actions nécessite la mise en place de cadres de gestion collectifs de ces ressources.

Si les résultats des produits 1.1, 1.2, 1.3 sont obtenus, alors la gestion durable des ressources naturelles aura été renforcée dans la zone d'intervention de la Grande Muraille Verte car les actions multisectoriels à l'échelle d'un territoire, œuvrant à la fois sur les infrastructures, la gestion collective de différentes ressources, et au développement économique ont démontré être un moyen privilégié pour mettre les considérations écologiques au cœur du développement des zones rurales sahéliennes.

Si les actions du produit 2.1 portant sur l'installation de mini réseaux à vocation économiques et l'accompagnement de micro-entreprises sont mises en œuvre, alors des zones d'activités économiques électrifiées seront mises en place.

Si le résultat du produit 2.1 est obtenu, alors des solutions énergétiques durables dans des territoires à faible accès énergétique seront atteintes.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention. Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Renforcer et mettre à l'échelle les bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique, en gérant et en exploitant durablement les ressources naturelles, et en promouvant l'accès à l'énergie renouvelable	1 Écosystème agricole et d'élevage pour lesquels de bonnes pratiques de gestion durable des terres ont été mises en place avec le soutien de l'UE (ha) 2 Capacité de production d'énergie renouvelable installée (MW) avec le soutien de l'UE	1 à déterminer ²⁹ 2 à déterminer	1 à déterminer 2 à déterminer	1 à déterminer 2 à déterminer	Non applicable

²⁹ Sur base du ciblage géographique final de l'action

Réalisation 1	La gestion durable des ressources naturelles dans la Grande Muraille Verte dans la région de Kayes est améliorée.	1.1 Zones d'écosystèmes terrestres et d'eau douce sous gestion durable avec le soutien de l'UE (km²)				
		1.2 Émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées (tonnes d'équivalent Co2) avec le soutien de l'UE				
		1.3 Mesure dans laquelle les politiques d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce phénomène proposées pour adoption et les stratégies et plans de protection de l'environnement (y compris les politiques/stratégies en matière d'énergie) reposent sur une analyse des risques, des besoins, de la demande, des obstacles et de l'offre en fonction du genre (GAP III Indicateur de résultats thématique clé)	1.1 à déterminer	1.1 à déterminer	1.1 à déterminer	Les conditions sécuritaires ne se dégradent pas dans la zone d'intervention, ne fragilisant pas la cohésion sociale, et permettant à l'intervention d'améliorer l'accès et gestion durable aux ressources naturelles.
			1.2 à déterminer	1.2 à déterminer	1.2 à déterminer	
			1.3 à déterminer	1.3 à déterminer	1.3 à déterminer	
Réalisation 2	Les solutions énergétiques durables dans des territoires à faible taux d'accès énergétique au Sud du Mali sont promues.	2.1 Capacité de production d'énergie renouvelable installée (MW) avec le soutien de l'UE	2.1 à déterminer	2.1 à déterminer	2.1 à déterminer	Les conditions économiques ne se dégradent pas dans les zones d'implémentation des Zones d'Activités Électrifiées, ne fragilisant donc pas le tissu économique, et donc permettant un accompagnement soutenable aux Très Petites Entreprises.
		2.2 Nombre de ménages ou unités productives avec un accès à des options innovantes climato-intelligentes	2.2 à déterminer	2.2 à déterminer	2.2 à déterminer	
Produit 1	1.1 Les ressources en eau (souterraines et de ruissellement) sont préservées et réutilisées	1.1.1 Volume d'eau stocké dans les réservoirs (en m3)	1.1.1 à déterminer	1.1.1 à déterminer	1.1.1 à déterminer	Les ressources en eau ne subissent pas de contamination rendant leur usage impossible

lié à la Réalisation 1	rationnellement pour des fins agricoles	1.1.2 Nombre d'ouvrages ayant permis le stockage des eaux de surface 1.1.3 Nombre de nouveaux captages permettant d'exploiter les eaux souterraines 1.1.4 Évolution du niveau des nappes phréatiques 1.1.5 Nombre de personnes mettant en œuvre des pratiques d'économie d'eau désagréé par sexe	1.1.2 à <i>déterminer</i> 1.1.3 à <i>déterminer</i> 1.1.4 à <i>déterminer</i> 1.1.5 à <i>déterminer</i>	1.1.2 à <i>déterminer</i> 1.1.3 à <i>déterminer</i> 1.1.4 à <i>déterminer</i> 1.1.5 à <i>déterminer</i>	1.1.2 à <i>déterminer</i> 1.1.3 à <i>déterminer</i> 1.1.4 à <i>déterminer</i> 1.1.5 à <i>déterminer</i>	
Produit 2 lié à la Réalisation 1	1.2 : Les capacités des agriculteurs sont renforcées sur les pratiques d'une agriculture durable et résiliente au changement climatique	1.2.1 Nombre de petits exploitants bénéficiant d'interventions soutenues par l'UE, dans le but d'accroître leur production durable, leur accès aux marchés et / ou la sécurité foncière désagréé par sexe 1.2.2 - Écosystèmes agricoles et pastoraux pour lesquels de bonnes pratiques de gestion durable des terres ont été mises en place avec le soutien de l'UE (Nombre d'hectares) 1.2.3 - Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE : a) entreprises, b) individus désagréé par sexe	1.2.1 à <i>déterminer</i> 1.2.2 à <i>déterminer</i> 1.2.3 à <i>déterminer</i> 1.2.4 à <i>déterminer</i>	1.2.1 à <i>déterminer</i> 1.2.2 à <i>déterminer</i> 1.2.3 à <i>déterminer</i> 1.2.4 à <i>déterminer</i>	1.2.1 à <i>déterminer</i> 1.2.2 à <i>déterminer</i> 1.2.3 à <i>déterminer</i> 1.2.4 à <i>déterminer</i>	Les organisations paysannes, coopératives agricoles, et privés restent engagées

		1.2.4 - Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) mettant en œuvre les pratiques de Consommation et Production Durables avec le soutien de l'UE				
Produit 3 lié à la Réalisation 1	1.3 La gestion et exploitation durables des ressources forestières et foncières sont renforcées	<p>1.3.1 Superficie des terres forestières restaurée/protégée avec le soutien de l'UE (ha).</p> <p>1.3.2 Superficie des terres reboisée par des plantations ou par régénération naturelle avec le soutien de l'UE (ha).</p> <p>1.3.3 Nombre de personnes ayant bénéficié d'interventions en matière de développement des compétences désagrégé par sexe</p> <p>1.3.4. Nombre de petits exploitants bénéficiant d'interventions soutenues par l'UE, dans le but d'accroître leur production durable, leur accès aux marchés et / ou la sécurité foncière désagrégé par sexe</p> <p>1.3.5 Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur</p>	<p>1.3.1 à déterminer</p> <p>1.3.2 à déterminer</p> <p>1.3.3 à déterminer</p> <p>1.3.4 à déterminer</p> <p>1.3.5 à déterminer</p> <p>1.3.6 à déterminer</p>	<p>1.3.1 à déterminer</p> <p>1.3.2 à déterminer</p> <p>1.3.3 à déterminer</p> <p>1.3.4 à déterminer</p> <p>1.3.5 à déterminer</p> <p>1.3.6 à déterminer</p>	<p>1.3.1 à déterminer</p> <p>1.3.2 à déterminer</p> <p>1.3.3 à déterminer</p> <p>1.3.4 à déterminer</p> <p>1.3.5 à déterminer</p> <p>1.3.6 à déterminer</p>	<p>Les zones ciblées ne voient pas d'augmentation accrue dans les maladies d'arbres ou ravageurs</p> <p>Collaboration au niveau communautaire , autorités coutumières/traditionnelles et représentants des femmes et des jeunes</p>

		des terres agricoles, désagrégé par sexe				
		1.3.6 Nombre de localités ayant enregistré au moins un conflit dans la zone d'intervention				
Produit 1 lié à la Réalisation 2	2.1 La mise en place des Zones d'Activités Électrifiées (ZAE) pérennise le développement économique local des territoires ruraux	2.1.1 Nombre de ZAE installées et fonctionnelles. 2.1.2 Capacité de production d'électricité en MWh/an installé 2.1.3 Nombre de petites entreprises soutenues par les ZAE	2.1.1 à déterminer 2.1.2 à déterminer 2.1.3 à déterminer	2.1.1 à déterminer 2.1.2 à déterminer 2.1.3 à déterminer	2.1.1 à déterminer 2.1.2 à déterminer 2.1.3 à déterminer	Les entreprises restent engagées dans l'Action

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **72 mois** à compter de la date de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE³⁰.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

4.4.1.1 OS 1 – Produit 1.3

a) Objet de la subvention

Produit 1.3 (lié à l'OS 1) : La gestion et exploitation durables des ressources forestières et gouvernance foncière sont renforcées. La subvention va contribuer à la restauration des sols, le verdissement du territoire, et le développement des chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux ainsi qu'à la mise en place de commissions foncières et de conventions locales de gestion des ressources naturelles.

b) Type de demandeurs visés

Organisations Non Gouvernementales, organisations internationales, organisations scientifiques, organisations à but non-lucratif : l'entité sélectionnée pour la mise en œuvre du produit 1.3 lié à l'OS 1 doit avoir une expérience avérée dans l'exécution conjointe (en consortium par exemple) de projets de développement dans une approche territoriale intégrée. Elle doit aussi avoir des expériences récentes de mise en œuvre d'interventions dans des zones climatiques sahélienne et/ou soudanienne (en région de Kayes de préférence), dans le développement de chaînes de valeurs agroforestières, la promotion de techniques servant à la restauration, l'enrichissement des écosystèmes ainsi que dans le renforcement de capacités des femmes et des jeunes à la participation effective et équitable au sein d'instances décisionnelles, dans la formation sur les dispositions de la Loi d'Orientation Agricole et dans l'accompagnement à la mise en place et animation de commissions foncières.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères suivants : expertise dans le domaine de

³⁰ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

l'agroforesterie, de l'accompagnement aux chaînes de valeurs, d'expérience dans la mise en œuvre et/ou accompagnement au pilotage de l'initiative de la Grande Muraille Verte et de possibilité de co-financement.

4.4.2 Gestion indirecte avec entité chargée de l'exécution

4.4.2.1 : OS1 - Produit 1.1

Les ressources en eau (souterraines et de ruissellement) sont préservées et réutilisées rationnellement pour des fins agricoles.

Le Produit 1.1 (lié à l'OS 1) constitue la partie de la présente action, qui peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : avoir une expérience avérée dans l'exécution conjointe (en consortium par exemple) de projets de développement dans une approche territoriale intégrée, dans la réalisation d'aménagement hydro-agricoles et d'infrastructures d'accès aux marchés. Elle doit aussi avoir des expériences récentes de mise en œuvre d'interventions dans des zones climatiques sahélienne et/ou soudanienne (dans la région de Kayes de préférence).

La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation d'aménagements hydro-agricoles permettant une meilleure utilisation des ressources en eau à des fins agricoles.

4.4.2.2 : OS 1 - Produit 1.2

Les capacités des agriculteurs sont renforcées sur les pratiques d'une agriculture durable et résiliente au changement climatique.

Le Produit 1.2 (lié à l'OS 1) constitue la partie de cette action, qui peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: avoir une expérience avérée dans l'exécution conjointe (en consortium par exemple) de projets de développement dans une approche territoriale intégrée, dans l'accompagnement aux organisations paysannes à l'adoption de pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques et dans le renforcement de capacités en vue d'accéder à des financements. Elles doivent aussi avoir des expériences récentes de mise en œuvre d'interventions dans des zones climatiques sahélienne et/ou soudanienne (dans la région de Kayes de préférence).

La mise en œuvre par cette entité implique l'accompagnement des producteurs dans l'adoption de pratiques agroécologiques et l'accès aux financements.

4.4.2.3 : OS 2 - Produit 2.1

La mise en place des zones d'activités électrifiées est accompagnée.

Le Produit 2.1 (lié à l'OS 2) constitue la partie de cette action, qui peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: avoir une expérience récente dans la mise en œuvre conjointe de dispositifs de production d'électricité solaire, la construction bioclimatique et le développement d'activités économiques en milieu rural dans les zones sud du Mali.

La mise en œuvre par cette entité implique le déploiement de solutions énergétiques durables permettant le développement économique de Très Petites Entreprises.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

4.4.3.1 OS 1 – Produit 1.1

Dans le cas où un accord ne peut être trouvé avec une entité pour la mise en œuvre en gestion indirecte du produit 1.1 lié à l'OS 1, ou dans toute autre circonstance indépendante de la volonté de la Commission, la Commission peut recourir à la gestion directe pour la réalisation des activités. L'option de remplacement de la modalité de mise en œuvre sera une subvention en gestion directe.

a) Objet de la subvention

Produit 1.1 (lié à l'OS 1) : Les ressources en eau (souterraines et de ruissellement) sont préservées et réutilisées rationnellement pour des fins agricoles.

b) Type de demandeurs visés

Organisations Non Gouvernementales, fondations: L'entité sélectionnée pour la mise en œuvre du produit 1.1 de l'OS 1 doit avoir une expérience avérée dans l'exécution conjointe (en consortium par exemple) de projets de développement dans une approche territoriale intégrée, dans la réalisation d'aménagement hydro-agricoles et d'infrastructures d'accès aux marchés. Elle doit aussi avoir des expériences récentes de mise en œuvre d'interventions dans des zones climatiques sahélienne et/ou soudanienne (dans la région de Kayes de préférence).

4.4.3.2 OS 1 – Produit 1.2

Dans le cas où un accord ne peut être trouvé avec une entité pour la mise en œuvre en gestion indirecte du produit 1.2 lié à l'OS 1, ou dans toute autre circonstance indépendante de la volonté de la Commission, la Commission peut recourir à la gestion directe pour la réalisation des activités. L'option de remplacement de la modalité de mise en œuvre sera une subvention en gestion directe.

a) Objet de la subvention

Produit 1.2 (lié à l'OS 1) : Les capacités des agriculteurs sont renforcées sur les pratiques d'une agriculture durable et résiliente au changement climatique.

b) Type de demandeurs visés

Organisations Non Gouvernementales, fondations : L'entité sélectionnée pour la mise en œuvre du produit 1.2 de l'OS 1 doit avoir une expérience avérée dans l'exécution conjointe (en consortium par exemple) de projets de développement dans une approche territoriale intégrée, dans l'accompagnement aux organisations paysannes à l'adoption de pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques et dans le renforcement de capacités en vue d'accéder à des financements. Elles doivent aussi avoir des expériences récentes de mise en œuvre d'interventions dans des zones climatiques sahélienne et/ou soudanienne (dans la région de Kayes de préférence).

4.4.3.3 OS 2 – Produit 2.1

Dans le cas où un accord ne peut être trouvé avec une entité pour la mise en œuvre en gestion indirecte du produit 2.1 lié à l'OS 2, ou dans toute autre circonstance indépendante de la volonté de la Commission, la Commission peut recourir à la gestion directe pour la réalisation des activités. L'option de remplacement de la modalité de mise en œuvre sera une subvention en gestion directe.

a) Objet de la subvention

Produit 2.1 (lié à l'OS 2) : La mise en place des zones d'activités électrifiées est accompagnée.

b) Type de demandeurs visés

Organisations Non Gouvernementales, fondations: L'entité sélectionnée pour la mise en œuvre du produit 2.1 lié à l'OS 2 doit avoir une expérience récente dans la mise en œuvre conjointe de dispositifs de production d'électricité solaire, la construction bioclimatique et le développement d'activités économiques en milieu rural dans les zones sud du Mali.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR) Année N+1
OS1 – Produit 1.1: Les ressources en eau (souterraines et de ruissellement) sont préservées et réutilisées rationnellement pour des fins agricoles	10 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – cf. section 4.4.2.1	10 000 000
OS1 - Produit 1.2: Les capacités des agriculteurs sont renforcées sur les pratiques d'une agriculture durable et résiliente au changement climatique	5 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – cf. section 4.4.2.2	5 000 000
OS1 - Produit 1.3: La gestion et exploitation durables des ressources forestières et gouvernance foncières sont renforcées	20 000 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1.1	20 000 000
OS2 - Produit 2.1: La mise en place des zones d'activités électrifiées est accompagnée	5 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – cf. section 4.4.2.3	5 000 000
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	20 000 000
Évaluation – voir section 5.2 Audit – voir section 5.3	Couvert par une autre décision (Facilité de coopération)
Totaux	40 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage (COPIL) sera établi pour chaque sous-composante afin de superviser, coordonner et guider le processus de mise en œuvre de l'action. Les COPIL se réuniront au moins une fois par an pour discuter des questions stratégiques et fournir des orientations et recommandations pour l'atteinte des objectifs visés. La composition et mandat des COPIL seront décidés par la Délégation de l'UE et les partenaires de mise en œuvre au moment du lancement de l'activité et de la signature des contrats.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission participera aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données.

Les partenaires de mise en œuvre, en collaboration avec les parties prenantes quand pertinent, sont responsables du système de suivi-évaluation. Ceci inclut la collecte de ligne de référence et la mise à jour des indicateurs de progrès auxquels ils contribuent.

Tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, d'une approche fondée sur les droits de l'homme, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs sont désagregés au moins par sexe et par âge, et par incapacité si possible.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, des évaluation(s) à mi-parcours et finale(s) ex-post seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par un/les partenaire(s) de mise en œuvre.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'atteinte des résultats et du choix des orientations stratégiques des différentes composantes.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment du fait que l'action est emblématique des engagements de la Commission européenne à l'initiative de la Grande Muraille Verte et qu'elle s'inscrit dans le Pacte Vert européen et le Global Gateway.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;
de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYs#) :
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Gestion indirecte avec une agence d'exécution des États-membres de l'UE (produit 2.1)
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	Subvention (produit 1.3) Gestion indirecte avec des agences d'exécution des États-membres de l'UE (produit 1.1 et 1.2)